

Le député pourrait-il m'expliquer quand le monde occidental s'est tout à coup aperçu que Saddam Hussein, qui pendant huit ans s'était fait une réputation à cause de ses méthodes et, dois-je ajouter, de ses armes, ressemblait à Hitler? Est-ce nouveau, récent ou bien avant, quand il faisait contre l'Iran ce que nous étions incapables de faire?

M. Thacker: Monsieur le Président, mon collègue d'en face et ami de longue date soulève assurément un bon point: quand les pays prennent-ils des mesures? Les dirigeants et les dictateurs du monde entier tirent leur épingle du jeu en commettant toutes sortes d'atrocités dans leur pays et le monde reste impassible. Saddam Hussein est responsable de toutes sortes de crimes. Il a enlevé la vie à ses propres gens par asphyxie ou autrement. Notre monde se divise en États indépendants et nous acceptons le principe des États indépendants. Les États exercent, à l'intérieur de leurs frontières, toutes sortes de droits, droits de la personne ou autres, qui leur permettent de commettre des actes que nous réprouvons, mais nous ne faisons rien contre eux. Or, quand Saddam Hussein a envahi le Koweït, tous les esprits se sont arrêtés pour dire que cet homme était fou. Cet homme est sans limites. Il n'admet aucune des limites ordinaires que les dirigeants de presque tous les autres pays du monde commencent à accepter et à respecter. Par conséquent, cet homme constituait dès lors une menace.

• (1920)

J'ai entendu les hypothèses formulées au sujet du rôle du pétrole et le reste. Il ne fait aucun doute que le pétrole est un facteur important, car, sans pétrole, on fait pitié. C'est vrai ici, mais plus encore aux États-Unis et ailleurs. Je ne conteste pas un instant son opinion quand il dit que nous avons pour seul motif notre intérêt pour le pétrole.

Je crois cependant que notre action a été motivée par des raisons plus pressantes, qui dépassent le simple désir de garantir notre approvisionnement en pétrole. Tant d'autres pays, y compris des pays arabes, se sont entendus pour dire qu'il fallait l'empêcher d'aller plus loin. Mon ami aurait peut-être préféré que nous intervenions dix ans plus tôt; libre à lui de le penser. Il a peut-être raison. Aujourd'hui, la solidarité manifestée à l'échelle internationale devrait suffire, à elle seule, à arrêter Saddam Hussein. Il serait à espérer que cela servira en outre de leçon aux autres dictateurs qui envisagent d'agir sans aucun égard pour les autres pays.

Initiatives ministérielles

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre part au débat. Je tiens à dire, d'entrée de jeu, que j'appuie sans réserve la partie de la motion qui se lit comme suit:

Que la Chambre condamne l'invasion du Koweït par l'Irak. . .

Je ne peux cependant pas en appuyer la fin, quand on parle de:

. . .prendre part à l'effort militaire multinational dans la région de la péninsule arabique. . .

Laissez-moi vous exposer mes raisons, monsieur le Président. Je commencerai par poser deux questions. D'abord, le Canada est-il disposé à prêter son appui à des opérations militaires contre l'Irak qui ne seraient pas menées sous la direction des Nations Unies? Ensuite, le Canada est-il disposé à prêter son appui à des opérations militaires contre l'Irak sans avoir préalablement saisi le Parlement de la question et consulté l'opposition? Telle qu'elle est rédigée actuellement, la fin de la motion présentée par le gouvernement risque de donner carte blanche à ce dernier. C'est pourquoi je m'oppose à cette motion.

Permettez-moi d'évoquer un homme qui fut notre premier ministre, en l'occurrence le très honorable Pierre Elliott Trudeau, et qui faisait beaucoup confiance à la diplomatie pour régler des conflits internationaux. Les choses ont changé en 1984, lorsque l'équipe conservatrice de Brian Mulroney est arrivée au pouvoir. La politique canadienne s'est alors transformée de façon à ne plus reposer que sur «des relations exceptionnelles avec les États-Unis» pour employer les termes de M. Mulroney.

Le président suppléant (M. Paproski): J'aimerais que le député emploie l'expression «premier ministre» pour désigner le très honorable Brian Mulroney. Si vous parlez de lui en sa qualité de premier ministre, c'est l'expression qu'il convient d'employer.

M. Pagtakhan: Merci de me le rappeler, monsieur le Président.

Cette attitude servile du Canada envers la politique étrangère de George Bush a été évidente un grand nombre de fois où l'intérêt des États-Unis était en jeu. Cette servilité s'est manifestée quand les États-Unis ont envahi Panama contre Noriega, et une autre fois quand le président Bush a fait intervenir l'armée dans le golfe Persique. Elle était présente quand le Canada a fait connaître sa réaction plus de deux semaines avant que les Nations Unies n'approuvent le recours à la force militaire pour assurer le respect des sanctions. Bien que M. Mulroney